

# **CONFÉRENCE NATIONALE ET MODERNITÉ RELIGIEUSE AU CONGO**

PAR

**Abel KOUVOUAMA**

*Université de Brazzaville  
Laboratoire de Philosophie Comparée*

## ***Introduction***

L'idée de la Conférence nationale s'est imposée à l'observateur des sociétés africaines contemporaines comme un mode spécifique d'invention et/ou de réinventions démocratiques sous la poussée des mouvements sociaux internes et externes. Pourtant ces recompositions politiques se sont, dans la plupart des cas, accompagnées de recompositions religieuses fortes, inscrivant le problème politique dans la "dette du sens".

Au Congo, la Conférence nationale souveraine tenue du 25 février au 10 juin 1991 a mis en relief le rôle joué par plusieurs acteurs sociaux, syndicats de travailleurs, société civile (associations et ONG de jeunes, de femmes), l'armée, les églises et mouvements religieux et spiritualistes. Cette entreprise politique novatrice n'a pas empêché l'éclatement de deux guerres civiles en 1993-1994 et en 1997. La victoire militaire et politique de l'un des protagonistes en octobre 1997 a été aussitôt accompagnée deux mois après en janvier 1998, de l'organisation d'une nouvelle concertation nationale appelée "Forum National pour la Réconciliation, l'Unité, la Démocratie et la Reconstruction du Congo". Ici également, de nombreuses confessions religieuses y ont pris part comme en 1991. Quelles différences y a-t-il en ces deux expériences de pacification de l'espace social et politique et quels ont été les enjeux socio-politiques particuliers où le religieux n'a cessé de jouer un rôle non négligeable ?

Réfléchir sur la modernité religieuse en milieu urbain dans le contexte du pluralisme politique au Congo peut relever d'un certain "archaïsme" ; car le processus accéléré de rationalisation des comportements des individus, du fait du progrès de la science et de la technique, aurait pu laisser croire à une maîtrise absolue par les individus de la totalité du réel, à une baisse significative de la ferveur religieuse et au "désenchantement du monde" ; ou bien à "l'épuisement du règne de l'invisible". Or, la réalité urbaine particulièrement brazzavilloise semble contredire cette hypothèse. Bien au contraire, on assiste davantage à une réactivation du religieux qui dans ses multiples métamorphoses provoque et/ou accompagne le plus souvent les changements politiques. Plus qu'un "hypothétique et récurrent « retour du religieux » aux contours bien incertains, note Yves Léonard, ces phénomènes très divers traduisent les profondes mutations que connaissent aujourd'hui toutes les religions dans le monde. Mutations qui bousculent bien des certitudes mais obligent à penser différemment ces recompositions du religieux et à considérer sous un jour nouveau tant les rapports entre religion et modernité que ceux entre religion et politique"<sup>1</sup>.

De plus, le contexte d'urgence de la vie urbaine quotidienne et des besoins immédiats auxquels se trouvent confrontés les individus incitent à accorder une plus grande attention aux conflits et problèmes multiples dont ceux liés à la maladie et à l'infortune ; puisque ceux-ci s'emploient quotidiennement à refabriquer du sens dans l'invention de nouvelles formes de liens sociaux et de solidarités religieuses élargies<sup>2</sup>.

Par conséquent, l'intérêt pour la recherche du questionnement sur le religieux consiste, comme le souligne Achille Mbembé, "d'étudier les différentes formes de recomposition du religieux, les sources et les dynamiques des changements à l'intérieur de celui-ci (...) Ce qui est excitant pour notre intelligence de l'histoire africaine, c'est de savoir comment dans une économie de la domination les sociétés asservies déploient des stratégies de survie et comment le champ symbolique est partie prenante de ces réajustements"<sup>3</sup>.

C'est pourquoi, notre réflexion part de cette idée principale : la multiplication et la visibilité plus grande des Eglises et mouvements religieux au Congo depuis 1991 consécutives à l'ouverture d'espaces démocratiques, constituent un moment important de la dynamique de l'innovation religieuse et de la modernité politique de ce pays. L'une des hypothèses consiste à dire que ces espaces démocratiques sont marqués par un pluralisme religieux tout à fait significatif, d'une part, de l'émergence des cultures politiques et religieuses

1. Léonard (Y.), "Religions et société", *Cahiers français* n° 273, Octobre-Décembre 1995, p. 2.

2. Kouvouama (A.), "Le dibundù, une nouvelle forme de socialité", *Actes du XIIIe Congrès de l'AISLF*, Tome 1, Genève 1989, pp. 176-181.

3. Mbembé (A.), *Afriques indociles, christianisme, pouvoir et Etat en société post-coloniale*, Paris, Karthala, 1988, p. 25.

plurielles, concurrentielles à la fois, plus localisées et plus diversifiées, d'autre part, par la montée des nouvelles élites politiques et religieuses ouvertes à une modernité urbaine fondée sur les échanges et la mobilité ainsi que dans un "mondialisme" revendiqué<sup>4</sup>. De plus les grandes Eglises de l'oecuménisme institué et les grandes Eglises prophétiques autochtones sont concurrencées par des mouvements religieux radicalement différents comme les Eglises chrétiennes dissidentes, les Eglises de réveil, et les Eglises pentecôtistes d'origine américaine. Quelles sont les logiques qui sous-tendent les comportements des acteurs religieux face au politique ? Et de quelle façon se réalise dans la temporalité quotidienne, le passage d'une convivialité profane à une convivialité religieuse ? Quel sens anthropologique peut avoir dans l'espace concurrentiel religieux et politique, la lutte pour le monopole des biens symboliques de salut par des spécialistes religieux qui s'opposent et rivalisent à coups de slogans, de réunions publiques démonstratives de guérisons-miracles ?

Nous tenterons dans la progression de notre travail, de donner des réponses à ces interrogations toutes liées à la question centrale du lien entre politique et religion à travers la Conférence nationale de 1991 et le Forum national de janvier 1998.

### CONSIDÉRATIONS PREMIÈRES

Il y a sept ans, tout le monde avait assisté de façon rapide à la multiplication des expériences démocratiques en Afrique subsaharienne. Pourtant trois faits sociaux méritent d'être souligné dans cette nouvelle entreprise de renouvellement du lien social.

- Premièrement, ces expériences démocratiques se sont déroulées sous la forme nouvelle et ancienne à la fois désignée sous le terme de "conférence nationale" comme une panacée à la crise socio-politique vécue par ces pays. Le procès des pouvoirs précédents, à régime des partis uniques, a été partout fait sous le double mouvement de la palabre<sup>5</sup> et de la fête. Fête de la raison, dira le philosophe Paulin Hountondji, "*fête de la grande politique, c'est-à-dire du langage, celle de la démocratie pluraliste soudainement retrouvée (...)* Nous vivons incontestablement, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, paraît-il, une grande époque marquée par un procès mondial de la démocratisation dont on commence à peine à mesurer l'importance. A l'Est comme au Sud, les dictatures s'effondrent, et l'on redécouvre ensemble dans la joie et la fraternité retrouvée les grands principes de liberté et d'égalité (...) Voici donc revenue la grande politique, la politique comme fête de la raison, redécouverte joyeuse des

4. Ce travail s'appuie sur les enquêtes de terrain effectuées en 1995, 1996 et 1997 à Brazzaville, en collaboration avec Elisabeth Dorier-Apprill dans le cadre de l'Equipe ORS-TOM/CNRS, "Citadins et religions". Elles feront l'objet d'une publication ultérieure.

5. Voir notamment Bidima (J.-G.), *La palabre. Altérité et juridiction de la parole*, Paris, Editions Michalon, 1997.

*grands principes ; la politique comme retour en force de l'exigence éthique, entraînant la condamnation sans appel des violations constantes des droits de l'homme sur lesquelles se bâtissent les dictatures, la politique comme irruption de la morale dans un domaine qui avait prétendu jusque-là pouvoir l'ignorer : celui de la gestion des hommes*"<sup>6</sup>. D'autres analystes comme Fabien Eboussi-Boulaga y ont vu davantage l'expression d'une "*palabre nationale*" aux conclusions parfois stériles quant à l'amélioration du bien-être des populations africaines<sup>7</sup>.

- Deuxièmement, les conférences nationales ont eu comme terrain principal d'élection les pays africains francophones. La Conférence nationale du Bénin a précédé celles du Gabon, du Zaïre (actuel Congo Démocratique), du Congo, du Togo, du Niger et du Tchad. Toutes ont proclamé leur caractère *souverain*, donnant parfois la forme d'une assemblée constituante. Il y a donc lieu de prendre en compte cette particularité historique pour établir si possible un lien entre l'évolution politique de ces pays et l'appartenance à la zone franc.

- Troisièmement, la plupart de ces conférences nationales ont été dirigées par des hommes d'églises, particulièrement de l'Eglise catholique. Ce qui a montré la double inscription de ces "*palabres nationales*" dans le registre du politique (avec la logique de dénonciation d'anciens dirigeants politiques), et du religieux (avec la logique d'acceptation publique de ses fautes suivie de l'accord du pardon collectif). Ces références implicites au fonctionnement du politique et du religieux dans le champ culturel congolais suggèrent qu'une lecture de la Conférence nationale souveraine du Congo avec les instruments d'analyse de l'anthropologie et de la sociologie est utile pour l'analyse du religieux à l'ère démocratique et ses constantes influences sur l'évolution politique dans ce pays<sup>8</sup>.

Cependant les recherches sur le renforcement des légitimations mutuelles du politique et du religieux, fait remarquer le sociologue Claude Rivière, de la double recharge de l'un par l'autre abondent. "*...Ici on assiste à une instrumentalisation du religieux par le politique, à une manipulation de l'idéologie religieuse à des fins politiques ; là, et souvent simultanément, à une utilisation de la politique en fonction de buts religieux*". C'est pourquoi, pense-t-il, qu'il "*faut à tout prix poser la modernité comme inséparable de l'histoire des Etats et des religions*"<sup>9</sup>. Dans l'exemple du Congo-Brazzaville, le nouveau contexte

6. Hountondji (P.), "Conférences nationales en Afrique : sens et limite du «modèle béninois»" in *L'opinion*, bimensuel d'information et d'analyse n° 22, Octobre 1992, Cotonou, pp. 5-7.

7. Eboussi-Boulaga (F.), *Les Conférences nationales en Afrique noire*, Paris Karthala, 1993, p. 15.

8. Voir notamment, Balandier (G.), *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris P.U.F, 3ème édition, 1971 ; Sinda (M.), *Le messianisme congolais et ses incidences politiques*, Paris, Payot 1972 ; Kouvouama (A.), "Les mythes du salut", in *Encyclopédie Mythes et croyances du monde entier*, tome III, Paris, Ed. Lidis-Brepols, 1985, pp. 208-215.

9. Rivière (C.), "Le politique sacralisé" in Rivière (C.) et Piette (A.) (dir.), *Nouvelles idoles, nouveaux cultes. Dérives de la sacralité*, Paris, L'Harmattan, 1990, p. 28.

politique qu'inaugure la Conférence nationale de 1991 conduit à la proclamation d'un nouveau "régime de vérité" aussi bien dans le champ politique que dans le champ religieux qu'il convient d'examiner dès à présent.

### **LA CONFÉRENCE NATIONALE : LOGIQUE DE DÉNONCIATION ET LOGIQUE DU PARDON**

Dans le contexte de crise socio-économique généralisée que traversait le Congo dans les années 90, l'idée de la convocation d'une conférence nationale souveraine apparaissait aux yeux de la population et de certains acteurs politiques comme une solution à la crise de l'État. La volonté affichée de passage du monopartisme au multipartisme, de l'instauration d'un État de droit et d'une démocratie pluraliste venait de plusieurs directions aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti unique. Si les motivations réelles des uns et des autres étaient différentes, celles des forces politiques constituées de nouveaux acteurs politiques désireux d'accéder aux hautes fonctions de l'État se faisaient plus pressantes.

Ainsi, réclamée par la population dans un vaste mouvement démocratique et convoquée par le Président de la République, la Conférence nationale se tiendra du 25 Février au 10 Juin 1991 en présence de 1100 délégués représentant les partis politiques, les syndicats de travailleurs, la société civile (ONG de développement, les Associations scientifiques et Sociétés savantes), les représentants des grands corps de l'État, les individualités politiques et administratives et les confessions religieuses. Sous cette désignation de nombreuses églises se sont regroupées pour avoir la chance d'être retenu pour participer aux travaux préparatoires de la Conférence nationale. Car sous le monopartisme en 1987, 77 églises dans l'ensemble du pays (dont 56 à Brazzaville) avaient demandé leur reconnaissance, seules 7 d'entre elles étaient officiellement autorisées. En 1990, à la veille de la Conférence nationale, 354 églises (dont 155 à Brazzaville) se sont manifestées. En plus des 7 églises reconnues en 1987 qui sont membres du "conseil œcuménique", toutes les autres églises et mouvements religieux et philosophiques qui formeront la Ligue Congolaise des Associations Messianiques et Esotériques (LICAME) seront, selon une certaine répartition interne, présentes à la Conférence nationale. Nous analyserons plus loin le processus de différenciation de ces églises et leurs modes d'inscription dans la modernité urbaine brazzavilloise.

Après le débat de procédure qui débouchera sur l'affirmation de son caractère souverain, la Conférence nationale dressera un bilan négatif de la situation politique, économique, sociale et culturelle ; notamment dans la dénonciation des biens mal acquis, des assassinats politiques, les détournements des biens publics. Les nouveaux acteurs politiques étaient constitués en majorité d'universitaires et de la catégorie des "diplômés sans emploi", selon la formulation en vogue. Ce sont eux qui dirigeront les principales commis-

sions chargées de recueillir les aveux et témoignages des personnes convoquées ; ils constituaient l'une des ailes les plus virulentes de la conférence nationale, au point que Mgr Ernest Kombo qui présidait les travaux tentait chaque fois de tempérer la fougue oratoire de ce qu'il a appelé les "*partisans des forces de la 4ème vitesse*". Ils seront très actifs durant les quatre premiers mois des travaux, tant ils formaient un bloc relativement homogène désireux de disqualifier les "aînés" politiques par la "moralisation de la vie politique" nationale ; la page 3 du Rapport de "Déclaration de politique générale" avait provoqué une réaction violente des "aînés" politiques.

C'est alors qu'au moment de rendre publics les différents rapports des commissions, des divergences apparaîtront dans la désignation des dirigeants qui auraient commis des crimes politiques et économiques. Le front établi cette fois-ci par les "aînés" politiques, toutes tendances confondues, ainsi que les pressions ethnocentriques et clientélistes quotidiennes assorties de menaces de toutes sortes qu'ils ont faites à l'endroit des "cadets" politiques fragiliseront davantage les positions de ces derniers. C'est en cet instant précis que la Conférence nationale prendra une autre tournure à peine perceptible au cours du 4ème mois des travaux. Elle verra s'affronter au dernier tour pour la candidature au poste de Premier ministre, des personnalités venues de l'étranger, en l'occurrence, Pascal Lissouba et André Milongo. Même si l'élection de ce dernier pouvait symboliser la victoire d'un candidat non soutenu par les partisans du parti unique qui ont réellement participé au jeu démocratique tout au long de ladite Conférence, elle montrait par ailleurs l'échec d'un renouvellement de la classe politique. Cela devait se traduire quelques mois plus tard dans l'attribution aux "aînés" sociaux des postes politiques et administratifs stratégiques au sein du gouvernement et de l'appareil d'Etat; le prétexte du "manque d'expérience" des "cadets" sociaux était évoqué pour leur disqualification politique du reste renforcée par les rares erreurs de quelques uns d'entre eux.

Si sur le principe de la convocation de la Conférence nationale et sur son caractère souverain, des divergences étaient apparues, entre les participants, par contre sur son déroulement, l'unanimité était faite sur la nécessité de régler pacifiquement le passage du régime monopartite au régime démocratique pluraliste ; cette unanimité s'est traduite dans l'adoption par tous du Règlement Intérieur de la Conférence dont le préambule fixait d'entrée de jeu le cadre en ces termes : "*Pour repenser le Congo et le reconstruire, il importe de rétablir le Peuple congolais dans la plénitude de ses attributs de souveraineté (...)* La Conférence a pour mission essentielle de redéfinir les valeurs fondamentales de la Nation et de créer les conditions d'un consensus national en vue de l'instauration d'un Etat de droit et d'une démocratie pluraliste, conditions nécessaires à un développement harmonieux de notre pays". Les travaux ont été suivis en direct à la radio et à la télévision par toute la population congolaise et par les pays voisins. Brazzaville a vécu l'événement pendant cinq mois. Dans les marchés, les bus et sur les lieux de travail, les postes radios restaient allumés tout au long de la journée au rythme des travaux de la

Conférence nationale. Les brazzavillois prenaient plaisir à commenter autour d'une bière les joutes oratoires, les dérisions et les attaques verbales (les "scuds")<sup>10</sup> des uns et des autres dans une salle du Palais du Congrès en pleine effervescence. Parfois des propos violents tenus à l'endroit de tel ou tel citoyen ayant occupé des fonctions politiques pouvaient tourner au pire, mais Mgr Ernest Kombo, Président de la Conférence nationale, membre de l'Eglise Catholique et du Renouveau charismatique, rappelait ainsi tout le monde à l'ordre sur un ton tantôt ironique, tantôt sérieux : *"A quoi jouez-vous ici en face du peuple qui suit en direct à la télévision et à la radio les débats ? On croirait que vous vous haïssez suffisamment en vous envoyant des «scuds» comme vous dites, alors que dans les couloirs, vous fraternisez et vous vous embrassez ? Ce n'est pas du tout sérieux !!!"*<sup>11</sup>. Puis toute la salle se met à rire comme pour faire tomber la tension nerveuse dans la salle, et contre toute attente, celui-ci a fait distribuer 1100 petites bibles dans ; de telle sorte qu'à la fin de chaque séance journalière, il demandait à ceux qui le désiraient de prier pour la paix et pour un *"atterrissage en douceur"*, selon ses propres termes, de la Conférence nationale.

Ce libre exercice de la violence de la parole aurait pu s'achever dans la violence des armes sans la volonté à ce moment précis de tous les acteurs d'aller ensemble vers le multipartisme. Par ailleurs, refusant d'inscrire la Conférence nationale dans une nouvelle forme d'exclusion politique, Mgr Ernest Kombo et les participants ont cherché de tout temps à canaliser la violence de la dénonciation politique dans un espace "pacifiant" celui de la réconciliation par la pratique des rituels symboliques puisés dans les cultures congolaises anciennes, comme : nettoyer les cimetières le 7ème jour après le début de la Conférence nationale ; offrir des libations aux morts, faire planter par chaque participant un arbre qui portait son nom, dans un espace public baptisé "jardin de l'unité nationale" ; clore les assises par le rite de lavement des mains par tous les participants y compris le Président de la République Denis Sassou Nguesso. La séance se déroula dans la cour du palais des Congrès à l'intérieur duquel s'était tenue la Conférence nationale comme signe de réconciliation nationale. Fonctionnant sur la logique de la dénonciation, puis du pardon et du consensus, la Conférence nationale jetait déjà à sa manière les bases de l'unité nationale et de la défense des libertés fondamentales au Congo. Cette même expression de la liberté de parole s'est traduite dans la ville par la multiplication des organes d'opinion ; le matin, les brazzavillois prenaient d'assaut les endroits de la ville où se vendaient les journaux, surtout la presse satirique: au rond-point texaco (Ouenzé), au rond-point de la place de la Paix (Moungali), au marché de la gare (Mpila), au rond-point de la Poste et du Centre Culturel Français (Centre ville), à la gare routière du mar-

10. Les participants à la Conférence nationale utilisaient les mots "scuds", "patriotes" par allusion aux armes utilisées au cours de la même période pendant le guerre du Golfe.

11. En tant que délégué de la Société Congolaise de Philosophie (SOPHIA) à la Conférence nationale, nous avons été désigné parmi l'un des conseillers consulté de temps en temps par Mgr Kombo pour la bonne conduite des travaux.

ché total (Bacongo) et au rond-point Bifouti (Makélékélé), les gens s'attroupaient devant les kiosques et faisaient des commentaires sur les principaux moments de la Conférence nationale et les caricatures politiques dans les journaux. Pour célébrer à sa manière cette liberté d'expression, l'un des journaux satiriques naissant, *La Rumeur*, qui deviendra quelques années après, *La Rue meurt*, donne le ton dans son premier numéro :

*- La Rumeur, c'est nous les pas sérieux, bâtards ou fils de putains : pousseurs, vendeurs à la sauvette, escrocs, récurveurs de poubelles, filles de joie, enfants de la rue<sup>12</sup>... Nous sommes faits pour gérer la rumeur, la vraie ! avec sa saleté et son mensonge. La rumeur n'est-elle pas la mère de l'opinion publique ?*

*Nous sommes la crasse de la société, ses rebuts, des cailloux sur le trottoir, mendiants de la charité. Pour cette vie si moche, nous vous offrons le rire allègre, l'angoisse et l'interrogation. Au commencement était la rumeur, et celle-ci devint politique.*

*Nous ne sommes que punaises faites pour sucer vos saloperies les plus insoupçonnées, boire vos vomissures et vous les recracher en pleine figure, pour vous éclabousser de cette vérité - là, la nôtre, la vérité âcre des sans-voix, lumière des taupes.*

*Moustiques têtus, nous venons siffler à vos oreilles ces mots d'intrigue qui vous donnent la chair de poule, vous irritent et vous enragent. Et quand vous n'y prenez garde, noui ! nous vous piquons.*

*- Pourquoi la rumeur vous inflige-t-elle le frisson ? je vais vous le dire : vous êtes comme moi, des songeurs, friands de biparla-parla, potins, ragots, quolibets, cogitations les plus saugrenues. Et vous courez ensuite dégueuler le songui-songui.*

*Comme moi, vous voulez la primeur mais l'exclusivité de toute congongnerie. Et vous prêtez l'oreille, haletant d'impatience l'œil moite pour être seul à savoir « les on dit », oubliant souvent que moi qui vous le dit, je le sais bien avant vous. La rumeur, c'est la grand'gueule dans un emballage de confidences. Toujours et toujours. Prêtez-moi l'oreille, pas votre confiance. J'ai tendu un piège épineux aux trop crédules. Si je forge l'opinion, je ne livre guère d'informations. Parce que je suis la rumeur. C'est pour flatter vos oreilles que je maquille les mensonges avec un peu de vérité. Mensonges, rien que des mensonges. Mais je sais à quel point vous en avez besoin pour votre santé mentale. Votre cœur n'adore-t-il pas le fard ? Vrai : la vérité toute nue vous rebute. Vous aimez le maquillage. Alors La Rumeur est toute faite pour vous : l'homme a bien plus besoin de doute que de certitude.*

*- Dans tout mensonge il y a un brin de vérité. L'un et l'autre ne sont que les revers d'une seule et même médaille. Pour vous, la vérité importe peu si elle est porte ouverte. Vous cherchez le brin, l'insignifiant, la racine, le grain qui porte l'essentiel. Un brin de vérité, rien qu'un brin. Et si je suis avare avec les nouvelles vraies, c'est parce que je trouve mes lecteurs pas trop suspicieux. Ils adorent le caché, le secret, le mystérieux. Or si la vérité est nue, seul le brin est mystère. Mensonge et vérité seront donc d'égale valeur tant que manquera ce brin-là. Brin*

12. La référence au roman *Les Misérables* deviendra explicite lorsque le journal créera le personnage de P'tit David, "*Le Garvoche de la rue congolaise*", et éditera même une bande dessinée sous son nom.

*de vérité ou brin de mensonge, peu importe. Ce qui compte, c'est ce brin qui vous donne des pulsions; et vous fricotez des montagnes d'imaginations et d'invéraisemblances. Alors permettez que la Rumeur secrète son mensonge-vérité en débutant par la formule intrigante : «il paraîtrait que...»<sup>13</sup>*

Le fort sentiment qui se dégageait de ces endroits de “convivialité quotidienne” et de “palabres” permanentes était celui de la jouissance de la liberté d'expression.

Pourtant, la Conférence nationale souveraine a été, malgré tout, ce haut lieu d'espérance des populations congolaises où étaient jetées les bases de la démocratie pluraliste et les fondements d'un Etat de droit. Il s'est agi de tirer avantagement les leçons de l'expérience de la gestion politique, économique, sociale et culturelle sous le système monopartite ; de dégager de façon démocratique les responsabilités collectives et individuelles afin d'éliminer toutes formes d'exclusion et de violence dans le nouvel ordre social et politique à instaurer pour un Congo nouveau. C'est ce travail de réécriture symbolique d'un nouvel imaginaire social, c'est-à-dire de l'ensemble des représentations tels, la souveraineté populaire, l'Etat de droit, le respect de la dignité de la personne humaine — par delà les aspects matériels visibles du politique de l'économique et du culturel — que la Conférence nationale souveraine a entrepris de fixer dans la mémoire collective par l'adoption d'un Acte Fondamental dont le préambule sera repris en ces termes dans la Constitution adoptée le 15 Mars 1992 par référendum populaire :

*“La dignité, la liberté la paix, la prospérité et l'amour de la patrie ont été sous le monopartisme en particulier, hypothéqués ou retardés par le totalitarisme, la confusion des pouvoirs, le népotisme, le tribalisme, le régionalisme, les inégalités sociales, les violations des libertés fondamentales. Le coup d'Etat, en s'inscrivant dans l'histoire politique du Congo comme seul moyen d'accéder au pouvoir, a annihilé toute vie démocratique. L'intolérance et la violence politique, les violations des libertés individuelles et collectives, les exécutions sommaires d'opposants politiques réels ou présumés, les assassinats crapuleux de paisibles citoyens à des fins politiques ont fortement endeillé le pays, entretenu et accru la haine et les divisions entre les différentes communautés ethniques qui constituent la Nation congolaise.*

*En conséquence, le Peuple congolais :*

*- affirme sa ferme volonté de bâtir un Etat de droit et une Nation unie et fraternelle ;*

*- proclame solennellement son droit à la résistance et à la désobéissance civique à tout individu ou groupe d'individus qui prend ou exerce le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat ou toute autre forme de violence ;*

*- réaffirme son attachement aux principes de la démocratie pluraliste, aux*

13. Pour l'étude détaillée de cette presse congolaise de l'ère démocratique, Nicolas Martin-Granel a consacré une analyse fine dans notre ouvrage collectif à paraître au cours du premier semestre 1998 sous le titre *Vivre à Brazzaville*, Dorier-Apprill (E.), Kouvouama (A.), Apprill (C.), Martin-Granel (N.) (dir.), Paris, Karthala.

*droits définis par la Charte internationale des Droits de l'Homme des Nations Unies de 1948, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples adoptée en 1981 par l'Organisation de l'Unité Africaine et la Charte des Droits et Libertés adoptée en 1991 par la Conférence Nationale Souveraine".*

Le dernier acte politique décisif de la Conférence nationale souveraine sera l'élection du Premier Ministre de la Transition, et du Conseil Supérieur de la République qui fera office de Parlement et dont Mgr Ernest Kombo (Evêque d'Owando) a été élu à l'unanimité Président ; le poste de Trésorier dudit Conseil est aussi confié à une religieuse, Sœur Brigitte Yengo de l'Eglise Catholique. Cette forte présence des représentants de l'Eglise Catholique ne dilue pas pour autant l'influence également forte des autres églises et mouvements religieux au Congo, particulièrement à Brazzaville où les enquêtes menées d'abord en 1990, puis en 1995<sup>14</sup>, 96, 97 et début 1998 nous ont permis de recenser 204 lieux de culte ; 124 dans les quartiers Est et 80 dans les quartiers sud de Brazzaville, en plus des paroisses des grandes Eglises catholique, protestante, kimbanguiste, islamique et armée du salut.

### **UN CHAMP RELIGIEUX CONCURRENTIEL ET DIVERSIFIÉ**

C'est en tenant compte du processus d'implantation et de développement en milieu urbain ainsi qu'à d'autres critères liés au mode de fonctionnement du pouvoir religieux et de gestion de la vérité qu'il a été possible d'établir un système de classification entre : les Eglises "historiques" institutionnelles ; les Eglises prophétiques et messianiques ; les Eglises néo-traditionnelles ; les Eglises de Réveil ; les Mouvements spiritualistes et les sectes transnationales.

- Les Eglises "historiques" institutionnelles sont celles qui, nées d'une entreprise missionnaire occidentale depuis le début du siècle, ont pris leur autonomie relative au moment de l'indépendance du Congo ; il s'agit des Eglises catholique, protestante et salutiste et islamiste (minoritaire) qui sont des institutions anciennes et fortement structurées. Ce sont des grandes Eglises qui constituent depuis l'ère monopartite avec les Eglises kimbanguiste, catholique orthodoxe, l'"œcuménisme officiel" et jouent de plus en plus depuis la Conférence nationale, un rôle majeur institutionnalisé dans la pacification du champ politique. Pendant la durée de la Conférence nationale, elles ont multiplié les prières quotidiennes pour épargner à la population congolaise une guerre civile.

Il s'agit surtout du travail religieux des mouvements de Réveil, courants de sensibilité récents au sein des grandes Eglises historiques protestante et catholique, qui mettent l'accent sur la lecture personnelle des Ecritures, le

---

14. Enquêtes menées par Elisabeth Dorier-Apprill dans le cadre de l'équipe "Citadins et religions".

contact intime entre le chrétien et l'Esprit divin, et l'introduction de la prière de guérison dans les offices. Historiquement, c'est l'Eglise Evangélique du Congo (EEC) qui fut la première à connaître un tel mouvement de "Réveil spirituel" (1947 à Ngouédi dans la région de la Bouenza), où le développement de charismes de prière, d'intercession, de vision, de parler en langues s'est accompagnés, dans les années 70, de charismes de guérison par la prière. Ce mouvement s'est traduit par la création officielle au sein de l'Eglise Evangélique du Congo de "centres thérapeutiques paroissiaux", animés bénévolement par des fidèles, et dont le fonctionnement est fondé sur un compromis original entre un christianisme mystique et le mode de perception local de la maladie : la prise en charge des malades repose sur la prière et l'administration de tisanes considérées comme "révélées" par l'Esprit Saint<sup>15</sup>.

C'est aussi le cas du "Renouveau charismatique" qui est devenu un courant important de l'Eglise catholique congolaise depuis son introduction en 1973 dans le quartier Mfilou de Brazzaville par le père Durand. En 1991, on comptait une trentaine de groupes du Renouveau Charismatique. Il est représenté par la personnalité de Mgr Ernest Kombo, Président de la Conférence nationale qui est également depuis 1995, Directeur de publication du journal *La Semaine Africaine*. Au cours du mois de septembre de la même année, nous avons effectué des enquêtes dans le quartier Poto-Poto auprès d'une femme, laïque et membre du Renouveau Charismatique du groupe Fatima de la paroisse Sainte Anne dont l'apparition de la Vierge Marie sur le mur de la parcelle parachevait le processus d'acquisition de la vocation religieuse, de la disposition de dons de voyance et de charismes de guérison, après de nombreuses expériences douloureuses de la maladie. Mme Suzanne qui était âgée de cinquante ans était un cadre de la Fonction publique ; elle exerçait en plus un petit commerce au marché. Racontant ses expériences douloureuses de la maladie et sa guérison au retour d'un pèlerinage à Lourdes en France en 1987, Mme Suzanne s'exprima en ces termes : *"A Lourdes, j'ai prié en suivant les conseils de mon mari. J'ai dit : « Mon mari a dépensé beaucoup d'argent pour ma santé sans résultat, mais il m'a demandé de Te (à la Vierge Marie) confier toutes mes souffrances. Maman, je ne peux plus repartir avec mes souffrances au Congo » (...) Un jour, au cours d'une procession devant la grotte, j'ai ramassé une médaille miraculeuse de très petite dimension. Je n'en ai pas parlé à mes amies. Ce jour, nous étions trois à sortir, toutes congolaises. Nous avons rencontré une religieuse qui priait en pleurant. Quand elle m'a vue, elle a arrêté de pleurer et m'a suivie. Je lui ai demandé pourquoi elle pleurait, elle m'a répondu qu'elle avait beaucoup de peine : « Mes frères et sœurs font des enfants mais ne s'en occupent pas correctement. Cela me fait beaucoup de peine », m'a-t-elle dit, « c'est pourquoi je suis venue confier ma peine à la Vierge Marie ». Mes amies et moi sommes mises à prier avec cette religieuse. Après la prière, elle m'a demandé ce qui me faisait souffrir, et je lui ai répon-*

15. Dorier-Apprill (E.), "Christianisme et thérapeutique à Brazzaville" in *Politique africaine*, n° 55, 1994, pp. 133-139.

du que c'étaient les céphalées, que je me suis soignée de toutes les manières possibles sans résultat. Elle a mis la main dans son sac, en a sorti un mouchoir et m'a dit : « Désormais, quand tu auras mal à la tête, pose-le sur ta tête. S'il se salit, tu le laves, mais ne le repasse jamais ». Elle m'a ensuite communiqué l'adresse d'une de ses sœurs qui a un don de Dieu et qui soigne les malades et m'a demandé de lui écrire (...) ». Deux mois plus tard, « Au cours de la messe, j'ai commencé par trembler, puis j'ai senti une impression très pénible. Si cette impression avait duré dix minutes, j'aurais beaucoup souffert. De son autel, le prêtre a annoncé alors que le Seigneur venait de « saisir » une des femmes présentes dans l'église. Après qu'il ait dit cela, j'ai ressenti une grande paix intérieure et j'ai commencé à m'interroger sur ce qui venait de m'arriver (...) Une nuit, on m'a demandé (une voix de femme) ce que j'allais chercher chez une guérisseuse : « qui t'a dit que tu as le mwandza. Dimanche, je t'ai saisie à l'église tu as désormais le don de guérison en toi. Tes démangeaisons, c'est moi qui te les provoque » (...) Aussitôt, on m'a montré une cuvette blanche, avec de l'eau et trois pierres à l'intérieur. J'étais perplexe, car si je pouvais trouver facilement une cuvette et de l'eau, il me paraissait difficile de trouver les trois pierres. Et voilà que je me suis souvenue que lors de mon pèlerinage, j'avais ramassé deux pierres dans le Jourdain, et une autre dans les Tibériades, le lieu où Jésus avait nourri plusieurs personnes avec peu de pain. Or ces pierres je les avais placées sur une tablette de prière comme simple souvenir de voyage. On m'a révélé alors que les pierres en question étaient celles que j'avais rapportées des lieux saints (...) ». Revenue chez elle de retour du marché où elle est allée acheter la cuvette blanche, elle vécut cette autre expérience : « Tout à coup, j'ai senti un coup en moi, je me suis levée dans ma chambre, je me suis allongée sur le lit et je me suis mise à parler lari, vili, téké et d'autres langues congolaises. Brusquement, un tableau m'est apparu. Sur ce tableau étaient présentées toutes les façons de soigner les malades : les femmes stériles, les aveugles, les muets, etc. »<sup>16</sup>.

Comme on le voit, le Renouveau Charismatique fonctionne bien sur le « modèle institutionnel rituel » catholique dérogé par Jean-Paul Willaime où l'autorité religieuse repose sur le privilège absolu accordé à la légitimation de la fonction du prêtre, lequel tire cette légitimité de l'appropriation par l'institution d'un charisme personnel fondateur qui devient le charisme permanent de l'institution.

- Les Eglises prophétiques et messianiques qui appartiennent à l'espace culturel du Congo-Zaïre (ngounzisme, kimbanguisme et matsouanisme) sont liées à l'activité ou à la figure d'un prophète-fondateur Noir, à qui les adeptes reconnaissent une capacité spéciale à entrer en contact avec Dieu et à révéler

16. Voir les analyses de Tonda (J.) et Kouvouama (A.) dans *Prophètes, prophéties et mouvements religieux dans le Congo contemporain*, Gruenais (M.-E.), Kouvouama (A.), Tonda (J.) (dir.), Rapport de recherche, Paris ORSTOM, Septembre 1992, pp. 61-112.

sa parole ; l'investiture divine se manifestant par la réalisation de faits extraordinaires et des miracles de guérison en particulier.

La plus importante est l'Eglise de Jésus Christ sur terre par le prophète Simon Kimbangu (EJCSK, ou Eglise kimbanguiste), dont le foyer et la ville sainte (Kamba) se trouvent au sud de Kinshasa, et qui possède aujourd'hui une envergure mondiale. Depuis la mort du prophète en déportation en 1951, elle a été dirigée tour à tour par les deux fils de S. Kimbangu. Elle s'est développée au Congo-Brazzaville dans les années 20 à Kounzoulou, puis à Kinsasa à 5 km de la ville de Boko au sud de Brazzaville, sous l'action principale de Samuel Matouba, premier représentant légal et ancien catéchiste de la mission suédoise de Musana. Mais c'est surtout en 1957 que deux groupes de kimbanguistes se rencontreront dans le quartier Poto-Poto sur l'initiative du pasteur Victor Mfikéwé, l'actuel représentant national du kimbanguisme au Congo-Brazzaville. Outre les activités religieuses intenses, le kimbanguisme s'inscrit fortement dans la modernité urbaine à travers des actions sociales (création d'un centre de santé primaire et de nombreux dispensaires), des activités agricoles, avicoles, etc.

De nombreuses Eglises se situent aussi bien au Congo-Brazzaville qu'au Congo-Kinshasa dans un courant parallèle très important appelé "ngounzisme" ; il est à mi-chemin entre une logique prophétique personnalisée et une logique pentecôtiste reconnaissant par le biais de l'effusion de l'esprit, la diffusion des charismes au plus grand nombre de fidèles. Ce courant admet aussi la figure de Simon Kimbangu, mais ne lui reconnaît ni antériorité ni supériorité par rapport à d'autres prophètes ou "ngounzas"<sup>17</sup>.

Malgré cette valorisation des prophètes Noirs, kimbanguisme et ngounzisme récusent tout emprunt aux croyances et aux pratiques rituelles traditionnelles. Tout en s'appuyant largement sur la Bible, ces Eglises se réfèrent constamment à l'Esprit Saint, et entendent promouvoir un christianisme africain. Par ailleurs, ces Eglises sont proches les unes des autres dans leur histoire, leur profession de foi, leurs rituels et pratiques de guérison ; des rivalités personnelles et entre les deux Congo expliquent souvent leurs différends : c'est d'abord le cas de "l'Eglise du Saint-Esprit en Afrique" (DMNA) ayant un siège à Nzieta (dans la Bas-Zaïre au Congo-Kinshasa) et un autre à Brazzaville dans le quartier Mayanga (secteur de l'OMS) et qui attend depuis deux ans l'arrivée d'un autre prophète, après la mort des deux premiers, Massamba Esaïe et Mangitukwa ; il y a ensuite la "Communauté des Eglises du Saint-Esprit en Afrique" dirigée par Massamba Daniel qui vivait encore avant la guerre civile de 1997 dans le quartier Poto-Poto (Brazzaville) ; une autre église ngounziste, "l'Eglise Unie du Saint-Esprit au Congo" (EUSEC) rassemblait depuis 1988,

17. Sur le kimbanguisme, cf. Asch (S.), *L'Eglise du Prophète Kimbangu de ses origines à son rôle actuel au Zaïre (1921-1981)*, Paris, Karthala, 1983, 342 p. ; sur le ngounzisme, cf. MacGaffey (W.), *Modern Kongo Prophets : Religion in a Plural Society*, Bloomington, Indiana University Press, 1983, 285 p.

36 petites églises ngounzistes et boulamananga sous l'initiative du prophète Mbemba Philippe appelé aussi Mavounda Ntangou qui venait de décéder le 8 juillet 1996 à l'âge de 108 ans. Certaines églises se sont retirées à la veille de la Conférence nationale, et l'EUSEC rassemble aujourd'hui une vingtaine de petites églises dont le siège est situé dans un grand ravin du quartier Makélékélé de Brazzaville.

En réalité, les petites Eglises totalement indépendantes animées par leurs propres "prophètes-fondateurs" sont actuellement peu nombreuses à Brazzaville, surtout après la guerre civile qui a contraint certaines d'entre elles à se replier soit dans les régions sud, soit dans les régions nord du Congo. En revanche deux grandes Eglises prophétiques d'origine extérieure ayant de multiples paroisses au Congo, sont confrontées au problème de succession après le décès de leur fondateur ; il s'agit du Lassysme, d'origine congolaise et du Christianisme céleste qui provient du Bénin.

Quant au matsouanisme qui s'inscrit aussi dans la dynamique de l'innovation religieuse brazzavilloise, il continue de jouer un rôle important dans le système de représentations des acteurs sociaux. Diffusant toujours une culture religieuse messianique (attente du retour du messie Matsoua) et contestataire urbaine (enracinée dans une identité kongo-lari), le matsouanisme laisse néanmoins apparaître actuellement en son sein, deux grandes tendances religieuses :

- une première tendance "fondamentaliste" constituée par les vieux matsouanistes (dont le "gouvernement central" est implanté au bord du fleuve à Bacongo, quartier Mpissa) qui refusent encore tout lien avec les pouvoirs post-coloniaux, expriment un rejet violent de toute subordination au "Blanc" tout en réactivant continuellement les structures de crédibilité et de croyance telles, la référence constante à la figure intemporelle de Matsoua et l'évocation emphatique de sa grandeur et de sa puissance ; pourtant le matsouanisme, tout en puisant massivement dans le registre culturel autochtone kongo et en se réappropriant l'organisation liturgique propre au christianisme, n'a cessé de jouer un rôle non négligeable dans la modernité urbaine par son positionnement sur le marché de la guérison et de la poursuite de la contestation de l'ordre étatique ; même si cette tendance s'est fragmentée en trois sous-groupes (les "corbeaux", les "pigeons" et les "Ikouole"), elle se présente de façon unitaire comme la gardienne de la pure "tradition" matsouaniste.

- une seconde tendance "néo-matsouaniste", néo-traditionnelle regroupe d'innombrables petites églises appelées "Boulamananga", fondées ou animées par des jeunes matsouanistes. Ces églises vénèrent encore Matsoua comme figure tutélaire, mais tout en l'associant à d'illustres figures prophétiques "ancestrales", Kimpa Vita et Simon Kimbangou et à des rites traditionnels recomposés. Leurs points communs résident dans le fait qu'elles se réclament à la fois du Saint-Esprit et d'ancêtres illustres, mais aussi de tous les défunts à qui elles consacrent souvent un culte particulier dans la semaine. La guérison

(au sens psychosomatique du mot) est au centre de leurs pratiques religieuses. Des jeunes, fils et petits-fils de matsouanistes tentent d'organiser une fusion entre certains Amicalistes et Boulamananga avec la création récente de l'Eglise "Amicale-Boulamananga" qui a déjà sollicité sa reconnaissance auprès des pouvoirs publics. Par ailleurs, certaines de ces petites Eglises Boulamananga sont en train de se fédérer sous la houlette de "pasteurs-prophètes" qui cherchent à unifier les pratiques en fixant doctrine et rituel sous forme écrite : c'est le cas des branches Bemba Lapin (à Makélékélé) et Tsioula/Nkodia (à Bacongo). Des leaders politiques (comme Bernard Kolélas et André Milongo d'ethnie kongo) dans leurs tentatives d'instrumentalisation du religieux, entretiennent depuis 1990 surtout, des contacts réguliers avec quelques unes de ces églises, assistant parfois à leurs cultes. Lors des différentes opérations de vote en 1992, des matsouanistes ont tout de même participé à ces activités citoyennes, expliquant cela comme une recommandation de Matsoua qui préparerait quelque part à l'étranger son retour au Congo en tant que futur Président de la République<sup>18</sup>.

Dans les quartiers nord de Brazzaville il existe également des églises néo-traditionnelles comme l'Eglise Dzibari-Amour mêlant au christianisme de forts éléments empruntés aux cultures du nord Congo notamment de la région des Plateaux.

Les Eglises de Réveil désignent principalement ici de très jeunes églises (la plupart ont moins de 10 ans) qui s'inscrivent dans la lignée croyante pentecôtiste, attachant une grande importance au contact personnel avec Dieu, et à "l'effusion de l'Esprit" qui se manifeste souvent par le "parler en langues" ou même par des formes de transe lors des cultes<sup>19</sup>.

L'essor des Eglises pentecôtistes à Brazzaville est liée à la conjonction de deux dynamiques religieuses externe et interne. L'introduction du pentecôtisme au Congo remonte au début des années 70, avec l'installation à Brazzaville et Pointe Noire de missionnaires envoyés par les Assemblées de Dieu françaises. Pendant l'époque d'interdiction religieuse (sous la présidence de J.-J Yhombi Opango), les missionnaires ont été chassés du Congo. En dépit de cela, des communautés de prière liées aux Assemblées de Dieu ont continué à se réunir dans la clandestinité. A partir de l'arrivée au pouvoir du colonel D. Sassou Nguesso<sup>20</sup>, le relâchement de la pression sur les Eglises leur permet d'acquérir peu à peu une plus grande visibilité.

18. Voir notre travail, "Du devenir du matsouanisme dans le Congo contemporain" in Gruenais (M.-E.), Kouvouama (A.), Tonda (J.) (dir.), *Prophètes, prophéties et mouvements religieux dans le Congo contemporain*, Paris, ORSTOM, septembre 1992, pp. 61-74.

19. Cox (J.), *Le retour de Dieu, voyage en pays pentecôtiste*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995, 296 p. Corten (A.), *Le pentecôtisme au Brésil. Emotion du pauvre et romantisme théologique*, Paris, Karthala, 1995, 307 p.

20. Mouvement du 5 février 79. Eviction et arrestation de J.-J. Yhombi Opango destitué pour "corruption et dérive droitiste" par le congrès du PCT.

Parallèlement, dans les années 70 également, une dynamique interne s'est mise en place autour de la personnalité charismatique et controversée de "Demba Esaïe" dit Papa Esaïe et de son "Assemblée de Pentecôte" implantée à Brazzaville, au contact du centre ville et de Poto-Poto, et dont les activités sont essentiellement fondées sur la guérison (payante) des malades ; c'est d'elle que sont issues la plupart des églises de Réveil actuelles. En effet, au début des années 70, lorsque les missionnaires des Assemblées de Dieu viennent prospector à Brazzaville, c'est la seule Eglise ayant la dénomination "pentecôtiste" c'est donc sur elle et sur son fondateur Demba Esaïe qu'ils fondent alors leurs espoirs de développer les Assemblées de Dieu au Congo. Après 1978, l'Assemblée de Pentecôte n'est pas inquiétée, et continue à soigner les dirigeants du Parti unique. C'est de cette église qu'ont convergé la plupart des pasteurs des actuelles églises de réveil qui étaient à la recherche de nouvelles formes de spiritualité religieuse. Devant les dérives mercantiles, les violences exercées contre les malades et le culte de la personnalité pratiqué par Demba Esaïe, beaucoup sont repartis rapidement<sup>21</sup>. Bien que contestée, l'église continue à prospérer, et son efficacité en matière de guérison continue à attirer des fidèles. En 1994-1995 le prophète qui a eu maille à partir avec le pouvoir de Pascal Lissouba, pour avoir prédit sa chute aux élections présidentielles de juillet 1997 a été contraint de se réfugier à l'intérieur du Congo, ce, jusqu'à fin de la guerre civile en Octobre 1997.

Par ailleurs, avec le retour des missionnaires des Assemblées de Dieu à Brazzaville, à partir de l'année 1985 on assistera à une structuration du mouvement pentecôtiste "officiel" soutenu par les Assemblées de Dieu. La Conférence nationale de 1991 favorisera la multiplication des Eglises de réveil indépendantes, désormais reconnues ; elles se diversifieront par segmentations successives à partir de cette racine commune. Lors des cultes pentecôtistes, la guérison par la prière est considérée comme l'un des signes les plus incontestables de la présence divine; On dénombre aujourd'hui au moins une cinquantaine de dénominations différentes, que l'on peut répartir en quatre catégories<sup>22</sup> :

- celle des Assemblées de Dieu (Orthodoxes) représentée au Congo par la CAPEC (Communauté des Assemblées du Plein Évangile au Congo). Cette Communauté regroupe trois "Ministères" auxquels se rattachent les diverses paroisses comme *Vie nouvelle* dirigée par Itoua Lucien qui est aussi président de la CAPEC ; cette branche est la plus proche des Assemblées de Dieu ; *Sauver pour servir* dirigée par le Pasteur Bouka ; *Semence de vie* dirigée par le Pasteur Christian Malonga. Depuis 1996 les divergences entre ces trois tendances n'ont cessé de s'aggraver, malgré une tentative de réconciliation placée sous l'égide de la mairie de Brazzaville.

21. C'est le cas des fondateurs de la CAPEC, et de plusieurs pasteurs de la FAR.

22. Recherche en cours de publication en collaboration avec Elisabeth Dorier-Apprill au sein de l'Equipe "Citadins et religion" de l'ORSTOM/CNRS.

- celle de la Fédération des Assemblées de Réveil (*FAR*) qui regroupe quarante cinq Eglises autonomes qui ont en commun un fondamentalisme biblique affirmé, ainsi qu'un attachement à l'enseignement et à la rigueur dans la formation des pasteurs. Les Eglises de la *FAR* sont en contact étroit avec les assemblées de Dieu françaises, sans pour autant leur être affiliées, contrairement à la *CAPEC*. Chaque Eglise garde son autonomie. Parmi elles, certaines ont une sensibilité baptiste, la plupart sont pentecôtistes, et attachent une grande importance à l'effusion de l'Esprit lors des cultes ;

- celle des Réseaux interconfessionnels de Réveil représentée entre autre par le Full gospel et la Chambre de commerce chrétienne-*ICCC*. Chacune de ces tendances est animée par une catégorie d'acteurs précise ;

- celle des petites Eglises de Réveil indépendantes qui ont moins de dix ans et sont animées par de très jeunes pasteurs, étudiants et diplômés sans emploi frappés par le chômage et les plans d'ajustement structurel. Certaines de ces églises sont dirigées par de jeunes pasteurs venus du Congo-Kinshasa (ex-Zaïre). La plupart de ces petites Eglises de Réveil se sont regroupées pour former la Communauté des Eglises de Réveil (*C.E.R.*). Notons qu'au début du début de l'année 1997, lors de la période préélectorale, la mairie de Bacongo a tenté de canaliser la vie religieuse dans l'arrondissement 2 au moyen de recensements et de modes bureaucratiques de regroupements, avec la création du "Bureau de coordination des Eglises de Réveil à Bacongo".

De manière générale, les pasteurs-fondateurs de toutes ces Eglises de réveil sont tous des universitaires ou des hommes d'affaires quadragénaires. Outre le rigorisme moral, ils prônent des valeurs de modernité et de rupture avec la "tradition" dans le domaine de la vie familiale (exaltation du mariage et de la famille nucléaire, rejet du culte des morts et des pratiques de deuil traditionnelles), et valorisent la formation intellectuelle, le travail et l'esprit d'entreprise.

On a pu aussi comprendre, dans les contextes de crise socio-politique et de récession économique aggravée par les deux guerres civiles, le rôle des Eglises de Réveil dans la formation, la promotion et l'émergence de nouvelles élites, en particulier des jeunes "diplômés sans emploi". Celles-ci deviennent des lieux de compensation, d'épanouissement et de ressourcement des individus déstabilisés par leur difficulté à trouver un statut professionnel et/ou social. D'autre part, le mode d'implantation des églises obéit à des logiques sociales et spatiales variées dont la typologie religieuse des quartiers est influencée par leurs caractéristiques, sociales, culturelles ethniques, et foncières particulières<sup>23</sup>.

---

23. Dorier-Apprill (E.), "Les enjeux socio-politiques du foisonnement religieux à Brazzaville", *Politique Africaine*, n° 64, décembre 1996, Paris, Karthala.

- Il y a aussi les **Organismes interconfessionnels d'évangélisation** qui sont placés sous le contrôle du Conseil Oecuménique des Eglises (COE) ; les *Mouvements transconfessionnels* telle la Communauté Internationale des Femmes Messagères du Christ (CIFMC) qui organise quotidiennement ses réunions publiques dans les bois d'eucalyptus en face du palais des Congrès. La dernière guerre civile a détruit la plupart de ses lieux d'activités situés dans le quartier du Plateau des 15 ans.

- Les **Mouvements spiritualistes et sectes transnationales** prônent eux aussi sinon davantage un rigorisme moral et développent un humanisme philosophique fondé sur le respect de la personne humaine.

Par ailleurs, on a également observé que dans les Eglises indépendantes notamment, les innovations religieuses post-traditionnelles allaient de pair avec les recompositions identitaires, surtout dans les quartiers sud de Brazzaville. En devenant, au regard de l'accentuation de la crise sociale politique et économique, des lieux d'entraide, de gestion de l'infortune et de reconstruction identitaire, ces Eglises indépendantes donnent une dimension nouvelle à la religion dont l'inscription dans la modernité politique participerait avec enchantement de la construction d'un nouvel espace civique<sup>24</sup>.

De façon générale, on peut dire que le mode de regroupement des différentes églises au Congo a été influencé non seulement par la dynamique religieuse, mais également par le contexte politique qui a marqué le champ politique congolais depuis 1963. En fin de compte, la modernité religieuse au Congo peut bien se lire à travers deux faits significatifs : d'une part, l'implication des nouveaux acteurs religieux dans la gestion de la cité ; celle-ci se manifeste notamment par :

- la gestion de l'infortune engendrée par la crise économique, dans la production des biens de salut et dans l'action caritative ;

- la production de l'ordre éthique, social, politique, économique et culturel par des campagnes d'évangélisation, l'organisation de séminaires publics et l'animation d'ONG de développement capables d'accéder aux sources étrangères de financement et de représenter ainsi un cadre institutionnel approprié au service de toute la société ;

- la revalorisation de l'initiative individuelle dans la production des richesses ; dans cet esprit, la création d'entreprise, n'est plus seulement une simple opportunité imposée par la crise, mais une véritable "éthique de comportement" fondée sur une "éthique de conviction", comme l'exprime ici avec force un membre du Full Gospel :

---

24. Voir notamment Mbembe (A.), *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, Paris, Karthala 1988 ; Bayart (J.-F.) (dir.), *Religion et modernité politique en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1993 ; Chrétien (J.-P.) (dir.), *L'invention religieuse en Afrique. Histoire et religion en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1993.

*«Dieu ne parle que de vous enrichir, c'est ce qu'il a dit à Abraham : «enrichissez vous»! Mais comment on peut s'enrichir en restant comme ça là ? Dieu compare le chrétien à un laboureur, il faut seulement bosser, Dieu a tout dit. J'aime Paul, Paul a dit avant de venir ici j'ai d'abord bossé, j'ai mon argent et avec ça je vais évangéliser. On glorifie Dieu à travers votre travail. Dieu n'aime pas la paresse, si les gars étaient réellement chrétiens ils bosseraient.[...]»*

*Si je suis tout le temps à l'Eglise, est ce que je suis en accord avec Dieu ?»*.[...]

*Les gens occupent ce temps pour flâner sous prétexte de Dieu ! [...]*

*Jésus le dit clairement, dans la Bible — c'est dans Mathieu 6 — quand il dit que n'est pas chrétien celui qui dit «Seigneur, seigneur... mais celui qui fait la volonté de son père... et que veut Dieu le père ? Il faut s'enrichir ! il faut être riche pour aider les pauvres ! Comment voulez vous aider les autres, les pauvres si vous n'êtes pas riches ? Si tu n'as pas d'argent comment peux tu aider les autres ?» [...]*

*Ce qu'avait déclaré Néhémie «levons-nous et bâtissons», c'est l'idée de la construction, mais quand vous lisez la Bible de A à Z ce n'est que l'idée de la construction.[...] D'ailleurs les pays anglo-saxons qui sont protestants, ils ont mis l'accent sur le travail...»<sup>25</sup>*

Cette modernité peut se lire d'autre part, dans la montée de nouvelles élites urbaines qui manifestent leur spécificité aussi bien dans le mode religieux charismatique de gestion de la vérité que dans la prise de distance à l'égard des pratiques de magie et de sorcellerie<sup>26</sup>. Mais l'essentiel réside dans la dimension sociale massive de cette diversification religieuse. L'Eglise est l'espace privilégié où se tissent et se maintiennent des liens «familiaux» entre «frères et sœurs en Christ» hors du cadre familial fondé sur la parenté consanguine. La logique de production du discours religieux par la jeune et nouvelle élite religieuse et le contenu des messages véhiculés qu'elle impose à ceux qui l'écoutent sont toujours le résultat d'une gestion contrôlée de l'activité sacrée dans la dispensation des biens spirituels de salut ainsi que dans la fonction compensatrice et régulatrice des tensions sociales urbaines entre des catégories de populations impliquées.

De la sorte, ces nouvelles élites urbaines (intellectuels, jeunes diplômés, hommes d'affaires) s'emploient de plus en plus à construire ou à conforter leur statut social ainsi que leur accès à la modernité par l'activisme religieux. Ces multiples innovations religieuses génèrent de nouvelles solidarités, dessinent les figures des recompositions sociales urbaines souvent astreintes à des

25. Dorier-Apprill (E.), Kouvouama (A.), Entretien avec V.D., scientifique de haut niveau et membre de l'Eglise Philadelphie et du Full Gospel.

26. Voir notamment Barbier (J.-C.), Dubourdiou (L.), Dorier-Apprill (E.), Kouvouama (A.) et Meyrargue (C.), *D'une citadinité de rente à une citadinité de crise : recherche de solidarités élargies, recompositions sociales et renouvellement des élites. Du local au mondial par le biais du religieux*, Equipe ORSTOM/CNRS, Bondy, 1997.

logiques de fonctionnement du religieux et du politique où interfèrent le principe individuel et le principe communautaire<sup>27</sup>. Cependant les Eglises n'ont pas été épargnées par la violence politique qui a embrasé le Congo, particulièrement le milieu urbain brazzavillois.

### **LA CONSTRUCTION DE LA VIOLENCE POLITIQUE ET LA CRISE DE LA CITOYENNETÉ**

La période de Transition qui commence le 11 Juin 1991 jusqu'au 31 Août 1992 marque aussi bien le début de la "démocratisation" que celui de la mise à l'épreuve de la citoyenneté face à la bipolarisation de la vie politique congolaise. La raison principale d'exacerbation des conflits entre les différents acteurs politiques congolais peut être appréhendée à travers la représentation que chacun d'eux se fait du pouvoir politique. En effet, lieu principal d'accumulation et d'enrichissement individuel ainsi que de distribution clientéliste des ressources matérielles et financières, l'Etat est enjeu de lutte entre les groupes politiques pour son contrôle exclusif sur fond de rivalités ethnorégionales. Pourtant, les deux forces politiques qui sont en présence pendant la période de Transition de Juin 1991 à Août 1992, portent déjà en elles les germes d'une violence politique dont le milieu urbain brazzavillois sera le théâtre principal. D'un côté, l'Alliance Nationale pour la Démocratie (AND au sein duquel se trouvent Pascal Lissouba et ses partisans) et le Parti Congolais du Travail (PCT) dont son président Denis Sassou-Nguesso, est aussi Président de la République mais dépouillé de ses fonctions au profit du Premier Ministre André Milongo ; de l'autre côté, Les Forces du Changement et de Progrès (FCP) qui regroupent autour du Gouvernement de Transition, les partis politiques dits jeunes, les anciens adversaires du parti unique tel que le Mouvement Congolais pour la Démocratie et le Développement Intégral (MCDDI) dirigé par Bernard Kolélas, Maire de Brazzaville ; le Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès Social (RDPS) de Jean-Pierre Thystère Tchicaya, Maire de Pointe-Noire ; l'Union pour le Progrès (UP) dont son président, Maître Jean-Martin Mbemba est ministre de la Justice dans le gouvernement de Transition ; et le Rassemblement pour la Démocratie et le Développement (RDD) dirigé par Joachim Yhombi Opango, ancien Président de la République de 1977 à 1979, qui a été évincé par Denis Sassou-Nguesso. Les premières violences politiques de l'après Conférence nationale sont provoquées par la tentative de coup d'Etat du 15 Janvier 1992 de l'armée qui a pris comme prétexte, la nomination au poste de Secrétaire d'Etat à la Défense d'un officier peu apprécié par la hiérarchie militaire. Les Forces du Changement et de Progrès réagissent en dressant des barricades dans les quartiers de Bacongo, de Makélékélé, de Moungali et de Ouenzé ; Les troubles durent une semaine et l'armée finit par reculer.

---

27. Ces questions ont été développées lors de nos enseignements de janvier-février 1997 à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, sur le thème "Anthropologie de la modernité en Afrique", dans le cadre des séminaires de Elikia Mbokolo. Elles seront approfondies au cours du second trimestre de 1998 dans ces mêmes séminaires.

Les élections municipales et législatives d'Avril 1992 seront gagnées par les partis politiques des deux camps qui miseront davantage sur un ancrage territorial et ethnique : il en est ainsi du MCDDI dans la région du Pool et dans les quartiers sud de Brazzaville, du RDPS dans la région du Kouilou, du PCT et du RDD dans la région de la Cuvette et dans les quartiers nord de Brazzaville, et l'UPADS (Union Panafricaine pour la Démocratie et le Progrès Social), dirigé par Pascal Lissouba dans les régions du Niari, de la Bouenza et de la Lékoumou, en abrégé NIBOLEK<sup>28</sup>.

Les élections présidentielles d'Août 1992 sont remportées par Pascal Lissouba avec le soutien de Denis Sassou-Nguesso et de son parti le PCT. Cependant l'accord électoral et de gouvernement signé entre le PCT et l'UPADS le 11 Août est dénoncé par la suite par le PCT qui s'est senti trahi par son partenaire qui ne lui a réservé que trois postes ministériels sur les vingt-sept que contient le premier gouvernement du Premier Ministre Stéphane Bongho-Nouarra. Sans attendre le PCT signe le 30 Septembre 1992 un accord avec l'Union pour le Renouveau Démocratique (URD) qui regroupe les partis de la nouvelle opposition au sein de l'Assemblée nationale ; la conséquence immédiate est l'élection d'un membre du PCT à la présidence de l'Assemblée nationale, entraînant ainsi un changement de majorité. Le 31 Octobre, une motion de censure est votée contre le gouvernement Bongho-Nouarra et la nouvelle majorité demande la démission du Premier Ministre, conformément à la Constitution. Mais le 18 Novembre 1992, le Président de la République, Pascal Lissouba, prononce la dissolution de l'Assemblée nationale. L'opposition pour protester contre cette "violation" de la Constitution par le Président de la République, organise le 30 Novembre, une marche pacifique qui est réprimée dans le sang. Des barricades sont érigées dans la ville de Brazzaville. Le Haut Commandement militaire somme les partis politiques de résoudre cette crise, la Mouvance présidentielle et l'alliance URD-PCT signeront un accord par lequel ils acceptent la démission du gouvernement, la formation d'un gouvernement d'union nationale et le principe d'organisation d'élections législatives anticipées.

Mais à la suite des divergences nées de l'irrégularité des résultats des élections et de la proclamation de résultats par le Ministre de l'intérieur en lieu et place de la Commission Nationale d'Organisation de Supervision des Elections Législatives Anticipées — proclamation du reste désapprouvée par la Cour Suprême consultée par le Président de la République — l'alliance de l'opposition dresse des barricades. La Mouvance présidentielle organisera elle seule le second tour des élections anticipées et installe le nouveau bureau de l'Assemblée nationale. Un nouveau Premier Ministre est nommé en la personne de Joachim Yhombi Opango.

---

28. Pour une lecture de cet ancrage territorial et ethnique, voir notamment Dorier-Apprill (E.), "Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville" in *Politique Africaine*, 64, Paris, Karthala, Décembre 1996, pp. 73-88.

Afin de s'assurer une force publique plus fidèle, le Président de la République ordonne l'ouverture au centre d'Aubeville à Madingou, d'un "Centre de sélection et de formation des Brigades Spéciales d'Intervention Rapide" dont la direction est confiée à des experts israéliens. De son côté, l'alliance de l'opposition forme son propre gouvernement ainsi que ses milices ninjas, cobras et requins pour faire face aux violences de l'armée et des milices zoulous<sup>29</sup>. L'exclusion prend des formes multiples qui cristallisent principalement les oppositions au sein du groupe Kongo entre les lari-bakongo d'une part, les bembés, kambas, kunis et de l'autre.

Le champ urbain brazzavillois est alors délimité en fonction de l'appartenance ethnique ; par la captation du passé, chaque communauté refait l'histoire du groupe en vantant les "prouesses guerrières" de leurs héros ; l'exclusion s'étend jusque dans le domaine du mariage où plusieurs personnes renieront qui, leurs femmes, qui, leurs maris, qui, leurs enfants, s'ils ne contribuent pas eux-mêmes à leur élimination physique pure et simple. Les bombardements à l'arme lourde des quartiers sud de Brazzaville en 1993-94 opérés par l'armée comme "expédition punitive" n'était pas proportionnelle aux actes posés par les adversaires. Est-il que le conflit armé entre la Mouvance présidentielle et la frange importante de l'opposition deviendra, du fait de son instrumentalisation ethnique, un conflit entre les fractions sudistes Bembé au sein de l'UPADS et Kongo-lari au sein du MCDDI ? C'est pourquoi, "l'accord de paix" du 30 janvier 1994 signé entre les députés du Pool et des Pays du Niari consacre non seulement une nouvelle alliance contradictoire entre un parti de l'opposition et un parti de la mouvance présidentielle, mais également celle entre deux fractions historiques appartenant au groupe kongo. Dès cet instant, une partie de l'opposition (le MCDDI et le RDPS) entrera au gouvernement dit d'union nationale, fragilisant ainsi toute l'opposition réelle. néanmoins, celle-ci se redynamisera sous l'action des partis proches du PCT (qui deviendra le noyau dur des Forces Démocratiques Unies) et d'autres partis de l'Union pour le Renouveau Démocratique (URD) ayant refusé d'entrer au gouvernement.

Le début du passage pacifique du monopartisme au régime démocratique pluraliste s'est donc fait, entre autre et tant bien que mal avec cet état d'esprit général que les forces antidémocratiques ont cru pouvoir balayer rapidement d'un trait, au nom de l'hégémonie ethnique, au nom de la réactivation de l'idéologie de la "tribu-classe". L'une des particularités du Pouvoir de Pascal Lissouba a été de subvertir la violence légitime d'Etat qui est une violence symbolique reconnue dans la Constitution de 1992 en violence privée illégitime, en violence patrimoniale. C'est cette privatisation de l'Etat et de ses appareils idéologiques par des partis-ethnies qui a accéléré la décomposition de l'Etat-nation à partir de la fin 1992<sup>30</sup>.

29. Voir l'étude faite par Bazenguissa Ganga (R.), "Milices politiques et bandes armées à Brazzaville, Enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés", *Les Etudes du CERI* n° 13, Avril 1996.

30. Kouvouama (A.), "Citoyenneté, ethnicité et ethnocentrisme : les enjeux de la démocratie

### GUERRE CIVILE ET DÉCOMPOSITION DE L'ÉTAT-NATION

Le 5 juin 1997, Brazzaville deviendra pour une seconde fois en un espace de trois ans après la guerre civile de 1993-1994, le théâtre d'une guerre civile d'une ampleur sans précédent au Congo. La rapidité des événements avait surpris la plupart des observateurs, même si la situation politique à la veille de l'élection présidentielle de juillet-août portait les germes de l'explosion. La population a été prise pour cible dans cette guerre où l'utilisation de l'artillerie lourde a fait de nombreuses victimes. C'est dans la nuit du 4 au 5 juin 1997, qu'en exécution des décisions du Conseil des ministres de la veille et sur ordre de Pascal Lissouba Président de la République, chef suprême des Armées, dix véhicules blindés des Forces Armées Congolaises associées aux milices privées présidentielles lanceront l'assaut contre la résidence de Denis Sassou Nguesso, ancien Président de la République, Président des Forces Démocratiques Unies et futur candidat à l'élection présidentielle de juillet 1997. La raison invoquée baptisée "simple opération de police" est l'arrestation de deux officiers proches de Sassou Nguesso, le colonel Engobo et le commandant Aboya, accusés d'être à l'origine des troubles qui ont entraîné la mort de seize personnes dans la ville d'Owando (région de la Cuvette), lors du passage de ce dernier.

Or, cette ville est le fief politique de son adversaire politique Joachim Yhombi-Opango, ancien Président de la République et directeur de campagne de Pascal Lissouba ; il y avait dans cette visite pré-campagne de Denis Sassou Nguesso à Owando, des enjeux politiques et symboliques : *enjeux politiques*, ceux de conquérir l'électorat des populations kouyou, électorat important pour la reconquête de toute la région de la Cuvette où l'effondrement du niveau de vie comme partout dans le pays et la non réalisation des promesses électorales par Pascal Lissouba le disqualifiaient déjà pour l'élection présidentielle de juillet-août 1997 ; *enjeux symboliques*, par l'usage du tipoye (fauteuil royal porté par quatre personnes, signe de respect et de distinction historiquement réservé aux dignitaires) qui permettait à Sassou Nguesso d'entrer "royalement" dans Owando, au grand dam de Yhombi-Opango et de Jacques Okoko, président du Conseil Régional de la région de la Cuvette et adversaire déclaré de Sassou-Nguesso. Aussi, ne devait-il pas déclarer auparavant sur les ondes nationales contrôlées par le pouvoir d'alors que "*tous les moyens seront mis en œuvre pour empêcher Sassou d'entrer comme Jules César à Owando*". Le jour de l'événement, un capitaine des Forces Armées Congolaises proche de Yhombi-Opango "infiltré" dans le cordon de sécurité sera abattu par le commandant Aboya. Selon Patrice Yengo, "*C'est la guerre d'Owando qui commence avec des vendettas et des contre-vendettas au point qu'une semaine après, quatre mille personnes non ressortissantes d'Owando se réfugient à oyo. Dans un meeting à Talangai, (arrondissement 7 de Brazzaville) à la fin*

---

(suite note 30) en Afrique" in Yengo (P.) (dir.), *Identité et démocratie*, Paris, L'Harmattan et Association Rupture, pp. 269-281.

*du mois de mai, Sassou n'hésite pas à monter le ton : « combien de temps vont-ils encore bafouer l'honneur de l'armée ? Combien de temps vont-ils encore s'attaquer à ma personne ? ». La réponse du gouvernement ne se fait pas attendre. Il encercle tout de suite la résidence de l'ancien Président. L'attaque n'est pas donnée tout de suite, car différée par l'arrivée de F. Mayor qui leur fait signer un pacte de paix qui ne tardera pas à être bafoué trois jours plus tard<sup>31</sup>.*

- La guerre civile qui durera cinq mois, de juin à octobre 1997<sup>32</sup> se terminera par la défaite militaire du Pouvoir dirigé par Pascal Lissouba et ses alliés traditionnels de la mouvance présidentielle y compris ses alliés de dernière heure comme Bernard Kolélas, leader du MCDDI et maire de Brazzaville qui jouait pourtant le rôle de médiateur entre les belligérants. Mais celui-ci acceptera de former avec Pascal Lissouba et ses partisans, un front politique appelé Espace Républicain de Défense de la Démocratie et de l'Unité Nationale (ERDDUN). De plus sa nomination au poste de premier ministre au mois de septembre 1997 fera de lui un allié de Pascal Lissouba dans la guerre contre Denis Sassou Nguesso qui bénéficiera du soutien militaire décisif de l'Angola.

Par ailleurs, la crise socio-politique et militaire congolaise a mis en relief la complexité de la situation en Afrique, particulièrement au Congo et dans la sous-région d'Afrique centrale. Elle oblige l'analyste à effectuer un diagnostic en profondeur afin d'identifier les logiques d'acteurs et les structures de jeu qui sont en œuvre. Ensuite, elle donne à réfléchir l'exercice de la démocratie au Congo dont la possibilité de détournement des principes qui la font agir est inscrite même dans son fonctionnement, à savoir la corruption de ses mandants par le non-respect de l'Etat de droit et qui a conduit le Pouvoir de Pascal Lissouba à déclencher délibérément une seconde guerre civile ayant conduit à sa perte. D'où on est en présence de nouveaux enjeux démocratiques devant la victoire militaire de Denis Sassou Nguesso et des "*Forces Démocratiques et Patriotiques*".

### **LE FORUM NATIONAL : RETOUR À LA CASE DÉPART OU NOUVEL ESPOIR POUR LE CONGO ?**

La tenue du Forum National, du 5 au 14 février 1998, soit deux mois après la fin de la guerre civile, marque une nouvelle étape dans la vie politique, économique et sociale congolaise. En cela, elle se caractérise par sa particularité historique : d'abord, elle fait suite à une victoire militaire comme volonté des vainqueurs qui invitent les partisans des vaincus à s'asseoir dans une même salle pour "palabrer" sans la violence des armes. Ensuite, elle est convoquée

31. Yengo (P.), "Questions autour d'une guerre" in revue *Rupture*, n° 10, 2<sup>e</sup> trimestre, Pointe-Noire 1997, p. 45.

32. Dorier-Apprill (E.), "Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville" in *Hérodote* n° 86-87, Paris, La Découverte, 3<sup>e</sup>-4<sup>e</sup> trimestres 1997, pp. 182-220.

pour réconcilier les congolais en vue de "l'unité, la démocratie et la reconstruction du Congo". De plus, elle n'est pas dirigée par un religieux mais un politique, Mr. Lekoundzou, membre du Parti Congolais de Travail et ministre chargé de la Reconstruction dans l'actuel gouvernement du Congo. Les confessions religieuses sont tout de même représentées au sein du bureau du Forum par deux membres de l'Eglise catholique avec Mgr. Jean-Claude Makaya-Loemba, au poste de 1er vice-président et Sœur Brigitte Yengo (qui était déjà en 1991 lors de la Conférence nationale) au poste de 2ème Secrétaire. Tout en s'inscrivant dans le prolongement des idéaux de démocratie pluraliste, de respect des droits et libertés fondamentaux dégagés à la Conférence Nationale Souveraine, elle s'en distingue par son mode d'organisation et de fonctionnement. Une commission préparatoire a travaillé et produit un Rapport général comprenant deux parties correspondant à deux commissions. Une première commission de politique générale qui fait un état des lieux de la nation, en y proposant la durée (trois ans flexible) et le calendrier de transition ; qui fixe les orientations sur la réconciliation nationale, donne les grands axes sur la reconstruction et le développement national du Congo, ainsi que les orientations générales sur la réorganisation de la Force Publique et la réinsertion sociale des sinistrés. Une seconde commission juridique indiquant les orientations sur la nouvelle Constitution (avec l'option pour le régime présidentiel), la constitution du dossier génocide et la proposition du nouveau système électoral.

A l'issue des travaux en commission d'abord et en plénière générale ensuite, le Rapport général a été adopté sans trop d'amendements dans le fond par rapport aux propositions faites préalablement par la commission préparatoire. Avec 1421 délégués des partis politiques, de la société civile, des ONG, des collectivités locales et des confessions religieuses, les débats ont été âpres sur la question du génocide et des crimes contre l'humanité ; en effet, le Forum a conclu que *"durant le mandat de Monsieur Pascal Lissouba, de graves atteintes à la démocratie et à la paix civile ont été perpétrées. Elles se sont traduites par des crimes incommensurables et odieux, des actes abominables, hautement attentatoires à la vie des citoyens ou groupes de citoyens, à leur dignité, à leur biens (...). Ces actes planifiés et programmés par Monsieur Pascal Lissouba et les forces politiques alliées, ont été retenus comme étant des éléments constitutifs de crime de génocide et crimes contre l'humanité. Le Forum a réaffirmé que le crime de génocide est d'abord une infraction relevant du droit conventionnel avant de figurer dans le droit positif congolais"*<sup>33</sup>. On a senti dans la salle, de la part des partisans de Pascal Lissouba, notamment ceux de l'UPADS, une peur et une grande interrogation sur la tournure que pouvaient prendre les débats, désignés qu'ils sont pour être exposés à la vindicte populaire. Le Forum National a aussi relevé que *"le drame congolais ne réside pas dans l'inculture démocratique, ni dans l'existence des ethnies,*

33. Communiqué final des travaux du Forum National pour la Reconstruction, l'Unité, la Démocratie et la Reconstruction in, *La Rue meurt, l'hebdomadaire de Brazzaville*, n° 216 du 15 au 21 janvier 1998, p. 7.

mais dans les hommes qui ont en charge la conduite des affaires publiques. A cet égard, le Forum a préconisé l'assainissement de l'aréopage politique national par la moralisation de la vie politique, l'application des règles du jeu démocratique assortie des contraintes sur le fonctionnement et le financement des partis politiques<sup>34</sup>. Concernant la réconciliation nationale, tout en affirmant "qu'une partie du peuple ou région de la République ne peut s'approprier le monopole de l'exercice du pouvoir, ni être pris en otage par un parti ou par un leader politique", le Forum a vu la nécessité d'élaborer une "Charte de la Réconciliation nationale dont le contenu serait harmonisé avec les actes pris à la Conférence Nationale Souveraine". Que le Forum ait fait de temps en temps référence à certaines décisions prises lors de la dernière concertation nationale de 1991 indique la nature des enjeux démocratiques qui se posent pour la nouvelle période de transition de "trois ans flexible" qui commence maintenant. Ces enjeux démocratiques informent entre autre sur le mode de gestion "consensuelle" du pouvoir politique par plusieurs forces politiques dont les rapports de force sont inégaux au sortir de cette seconde guerre civile où la citoyenneté a été mise à rude épreuve.

Si le nouveau Pouvoir a gagné le pari d'organiser pacifiquement cette nouvelle "palabre nationale", il en aura aussi fixé dès le départ lui-même les règles du jeu jusqu'aux formes de cooptation sur liste unique des soixante-quinze membres du Conseil National de Transition et des membres de son bureau où ne figure cette fois-ci aucun religieux ; même si le souci de voir participer la plupart des forces politiques et des représentants de la société civile a été pris en compte après de nombreuses consultations. Comme pour couronner la fin du Forum, le Conseil œcuménique des Eglises chrétiennes du Congo a organisé du 19 au 25 Janvier 1998, dans toutes les régions et à Brazzaville, la *Semaine de prière pour l'unité des chrétiens*, au boulevard des Armées. Les Eglises répondaient ainsi à l'appel lancé par Denis Sassou Nguesso dans le message de fin d'année à la nation. Le chef de l'Etat a souhaité l'organisation après le Forum, "d'une journée de prière et de recueillement de toutes les confessions religieuses, pour immortaliser dans la mémoire collective des congolais le souvenir inoubliable des martyrs de l'intolérance"<sup>35</sup>. L'ampleur des dégâts causés par cinq mois de guerre est considérable. La reconstruction du Congo nécessite la saine mobilisation des ressources humaines nationales compétentes et animées d'un esprit patriotique manifeste. Le plus dur à réaliser pour les partis politiques, dans cette nouvelle transition politique de trois ans qui commence, c'est de se départir de toute tentation hégémonique au sein de l'appareil d'Etat complètement détruit et qu'il faudra reconstituer patiemment dans le respect des lois et règlements de la République, sous peine de retomber dans une nouvelle crise politique. C'est là un pari à tenir.

34. *Id.*, p. 7.

35. Voir le journal catholique *La Semaine Africaine*, n° 2143 du Jeudi 22 janvier 1998, Brazzaville, p. 8.